



*Un patriotisme constitutionnel européen est-il possible ?**

Maurizio Viroli

Université de Princeton

(traduit de l'italien par Amélie Pinset)

Résumé :

Il existe dans les travaux sur le sujet ainsi que dans l'opinion publique un vaste consensus, si je ne m'abuse, autour de l'idée qu'un futur et souhaitable État européen aurait besoin d'un patriotisme constitutionnel et ne pourrait rien tolérer d'autre. À mon avis, le patriotisme constitutionnel n'est pas efficace à l'intérieur de contextes nationaux divers et ne pourra pas l'être, à plus forte raison dans le contexte d'un futur État fédéral européen. Cette considération ne doit toutefois pas affliger ceux qui, comme ils l'écrivent, souhaitent sincèrement la naissance des États-Unis d'Europe. Il existe en fait, heureusement, une alternative : le vieux patriotisme républicain ou civil, qui peut aider l'Europe bien mieux que le patriotisme constitutionnel.

Un patriotisme constitutionnel européen, comme l'a écrit Barbara Spinelli (je cite une journaliste influente pour donner la mesure de l'ampleur du consensus), devrait consister en un sentiment d'allégeance et d'attachement à l'égard d'une Constitution Européenne fondée sur des principes de liberté et d'égalité. Ce serait « un patriotisme différent du patriotisme traditionnel : plus froid, moins déterminé par les liens du sang, plus universaliste, basé sur le respect des lois, sur la culture du contrat, de la parole donnée, des devoirs et des droits de

* Inauguration de l'année académique du master d'Études européennes et internationales, Université de Trente, 26 octobre 2006

l'individu-citoyen » (« Giustizia e libertà per la patria Europa », *La Stampa*, 8 avril 2001). Le « patriotisme constitutionnel », en outre, est considéré comme un projet valide pour les républiques démocratiques multiculturelles justement parce qu'il serait fait de raison et de passions, mais non les passions aveugles et brutales de l'attachement à la terre, aux ancêtres, à l'ethnie ou à la religion nationale, mais l'amour de la liberté commune, l'allégeance à l'égard de la Constitution et l'espérance d'un futur à construire ensemble.

L'idée du patriotisme constitutionnel européen est une extension de l'idée du patriotisme constitutionnel que Habermas a avancée à la fin des années 80. Dans l'histoire européenne, observe Habermas, l'État-nation a formé l'homogénéité ethnique et culturelle qui a constitué la garantie du fondement nécessaire aux institutions libérales et démocratiques. L'État national et la démocratie sont des frères nés à l'ombre du nationalisme. En Allemagne, toutefois, le nationalisme s'est affirmé contre l'esprit républicain et a dégénéré dans les aberrations racistes qui ont justifié l'holocauste. De 1871 à 1945, le terme « nation » a signifié unité et purification à poursuivre au moyen de l'expulsion ou de la marginalisation des ennemis de la communauté nationale.

À ce nationalisme, Habermas oppose un « patriotisme constitutionnel » (*Verfassungspatriotismus*), c'est-à-dire un patriotisme fondé sur l'allégeance aux principes politiques universalistes de la liberté et de la démocratie unis à la loi fondamentale de la République Fédérale Allemande ¹. Contrairement au nationalisme, le patriotisme constitutionnel sépare l'idéal politique de la nation de citoyens de la conception du peuple entendu comme unité pré-politique de langage et de culture, il reconnaît la pleine légitimité et la dignité morale des différents styles de vie et accepte l'existence de différentes cultures à l'intérieur de la République. Pour ces raisons, le patriotisme constitutionnel, pour Habermas, est le seul patriotisme possible en Allemagne après Auschwitz.

Habermas sépare le patriotisme constitutionnel du nationalisme et le relie à l'esprit de 1848, lorsque pour la dernière fois dans l'histoire allemande la conscience nationale et l'esprit républicain furent unis. Il disjoint également le patriotisme constitutionnel du républicanisme, qu'il considère comme une tradition intellectuelle dérivée d'Aristote et basée sur le principe de la citoyenneté comme appartenance à une communauté ethno-culturelle qui s'auto-

¹ Jürgen Habermas, *Die Nachholende Revolution*, Suhrkamp, Frankfurt, 1990, p. 151.

gouverne. Le républicanisme, identique en ce point au communautarisme, est pour Habermas une doctrine qui considère les citoyens comme des parties de la communauté qui ne peuvent développer et exprimer leur identité morale qu'à l'intérieur d'une tradition commune et d'une culture commune. Une telle théorie de la citoyenneté, conclut Habermas, ne peut pas fonctionner dans des sociétés pluralistes et n'offre pas d'appui valable pour un patriotisme adapté à une nation de citoyens. Le patriotisme constitutionnel serait au contraire l'antidote capable de faire obstacle au nationalisme et au régionalisme xénophobe qui a rongé d'importantes parts de la mentalité européenne.

Malgré ses évidentes vertus, je pense, comme je l'anticipais au début, que le patriotisme constitutionnel n'est pas possible parce qu'il n'est pas efficace dans les contextes nationaux et l'est encore moins dans le contexte de l'Union européenne. Efficace, je précise tout de suite, pour mener les devoirs que le patriotisme doit mener. Autrement dit, si nous croyons que le nouvel État européen, à construire, a besoin de patriotisme, un tel patriotisme ne peut être le patriotisme constitutionnel, mais plutôt le vieux patriotisme civil ou classique.

Pour défendre ma thèse, je dois en premier lieu expliquer pourquoi je soutiens que le patriotisme constitutionnel n'est pas efficace dans les contextes nationaux, ni dans le contexte européen. Il n'est pas efficace pour la simple raison qu'il exige des citoyens des États nationaux qu'ils éprouvent de l'allégeance et de l'attachement aux principes de la démocratie et de la justice sociale, entendus comme des principes universalistes. Mais dans la vie réelle, les hommes et les femmes éprouvent de l'allégeance et de l'attachement sérieux (quand ils l'éprouvent) à un peuple particulier, à la liberté de tel peuple particulier, à des paroles particulières prononcées à des moments particuliers de la vie, à telle ou telle personne, tel ou tel lieu, telle ou telle histoire, tel ou tel héros, tel ou tel martyr, tel ou tel symbole, telle ou telle culture, et non à des principes, des concepts, ni à des entités universelles ou abstraites.

L'allégeance et l'attachement sont des sentiments, non des modes de la raison, même si la raison joue un rôle important dans leur naissance et leur vie. Étant donné cela, ils ont besoin d'images, de couleurs, de saveurs, de musiques. En somme, ils ont besoin, pour naître, rester vivants et renaître, d'éléments que les principes universels n'ont pas et ne peuvent avoir. Affirmer que les citoyens européens devraient ressentir de l'allégeance et de l'attachement aux principes universels de la liberté, de la justice sociale est comme dire qu'il serait bien d'éprouver de l'allégeance et de l'affection, ou d'aimer « la femme » ou

« l'homme ». On n'aime pas « la femme » ou « l'homme », mais telle ou telle femme, tel ou tel homme. Peut-être aujourd'hui telle femme et dans quelques années telle autre femme, ou telle et telle femme en même temps, ce qui conduit sans doute à de graves et âpres conflits intérieurs, mais jamais « la femme ».

Il est possible d'imaginer que les citoyens des États européens acceptent et partagent les principes moraux (mais ce n'est pas dit) de la Constitution européenne, mais pas qu'ils ressentent de l'allégeance et de l'attachement, cette allégeance et cet attachement qui devraient porter appui à un engagement, ou même à un sacrifice. On peut aussi soutenir que le futur État européen peut se passer de citoyens disposés à s'engager pour lui, et à le défendre (ne serait-ce qu'en payant ses impôts, ou en participant à une initiative) et peut se contenter de citoyens qui en acceptent rationnellement et froidement les principes. On pourrait soutenir que l'Europe pourrait se passer de patriotisme. Mais si l'on veut un patriotisme, le patriotisme constitutionnel ne sert pas ce but.

Quel patriotisme servirait au contraire ce but ? Le patriotisme républicain ou civique classique. Il s'agit d'une interprétation considérant l'amour de la patrie comme une forme d'amour charitable pour le bien commun qui se traduit dans la force intérieure d'accomplir les devoirs civils et de prendre soin de la liberté commune. Les expressions classiques qui décrivent le mieux ce type de patriotisme sont *caritas civium* et *caritas reipublicae* : l'amour charitable pour les concitoyens et/ou pour la République, entendue comme constitution politique, et un mode de vivre concret d'un peuple avec son histoire particulière.

Il serait intéressant de dessiner au moins sommairement l'histoire de cette idée du patriotisme, mais ce sera pour une autre occasion². Je me contente seulement, pour donner la mesure de la persistance de l'idée du patriotisme dans notre tradition culturelle comme amour charitable du bien commun, de citer un passage tiré d'un discours d'Alcide De Gasperi en 1951 : « Notre patriotisme, comme je l'ai indiqué auparavant, ne naît pas de la haine, mais de l'amour. Il naît de l'amour, c'est-à-dire du devoir de la solidarité et de la fraternité. Dans l'épître aux Galates, Saint Paul dit : « Portez les fardeaux les uns des autres, et vous accomplirez ainsi la loi du Christ. Quelle loi ? Le nouveau mandat suivant : aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés ». C'est un devoir que nous pouvons porter jusqu'au

² Je me permets ici de renvoyer à mon *Per amore della patria. Patriotismo e nazionalisme nella storia*, Roma-Bari, Laterza, 2001.

sacrifice. Et s'il est vrai que de la Rome antique nous avons hérité le droit et le juge, il est aussi vrai que ce droit et ce juge sont restés sacrés, animés par un esprit supérieur, lorsque le christianisme entra dans la vie romaine et devint patrimoine de la tradition italienne. Et quand Dieu prononça la parole « Faisons l'homme à notre image », cette parole entra dans la création comme le levain dans la masse, ou plutôt comme la vertu séminale. La parole divine, opérant dans la création comme « vertu séminale » dans la terre, forma une semence que constitue la religion, et de cette semence naquit la civilité. Et c'est notre civilité que nous défendons. Mais le « nouveau mandat » murît petit à petit si bien qu'avec le temps qui passe, les générations devinrent plus conscientes d'une conception du solidarisme social qui, sur le terrain politique, devrait être dans l'esprit de la démocratie, car comme le dit Bergson : « la démocratie est d'essence évangélique et elle a pour moteur l'amour ». C'est pourquoi notre patriotisme est un problème de conscience. C'est la voix de Dieu en nous qui nous commande l'application de la loi et qui nous guide à l'observance de l'ordre moral. C'est une norme éthique, fondée sur l'intuition rationnelle immanente dans notre esprit, qui brûle comme une flamme ; mais lorsque l'on applique cela aux devoirs civils et sociaux, on s'adapte petit à petit avec l'avancée des époques, avec l'évolution sociale et avec la nécessité d'une certaine « atmosphère psychologique ». C'est pourquoi dans les moments les plus déterminants de notre histoire, il est de notre devoir de faire un examen de conscience »³.

Bien qu'il y ait eu dans notre histoire, d'autres conceptions du patriotisme, et aussi des idéologies nationalistes, le type de patriotisme que j'ai décrit dans ses termes essentiels est l'idée bien plus haute et plus authentique, celle-là même à laquelle pensait Croce lorsqu'il écrivait, en 1944, qu'entre le patriotisme et le nationalisme s'étend une aussi importante distance qu'entre « la gentillesse de l'amour humain pour une créature humaine » et « la bestiale libidineuse ou la morbide luxure ou l'égoïste capricieux »⁴.

J'envisage toutefois l'objection : si le patriotisme classique est toujours particulier, comment peut-il alimenter une réalité politique supranationale, à savoir l'Europe ? Je réponds que celui qui aime la liberté de son peuple la respecte aussi chez les autres peuples. Justement parce que seul celui qui aime la liberté la reconnaît aussi comme valeur pour l'autre. Il est nécessaire, pour qu'il y ait des citoyens qui aiment et respectent la liberté des autres peuples,

³ Alcide de Gasperi, « Guerra e pace », in *Discorsi politici*, Roma, Edizioni Cinque Lune, 1976.

⁴ Benedetto Croce, « Una parola desueta : l'amor di patria », in *L'idea liberale. Contro le confusioni e gli'ibridismi*, Laterza, Bari, 1944, p. 22.

de partir du patriotisme. J'ajoute que celui qui partage le patriotisme civil respecte et aime aussi la liberté des autres peuples surtout quand ce sont des peuples victimes de l'oppression, de la discrimination, de l'exploitation, de la guerre. Mais son affection va toujours à tel ou tel peuple (Grèce, Rwanda, Palestine, Vietnam, Hongrie...), et son affection est suscitée et tenue en éveil par des images et des récits particuliers (photographies, témoignages). Non seulement je ne réussis pas à imaginer, mais je n'ai jamais vu un mauvais citoyen italien, ou allemand, ou polonais être un bon citoyen européen et aimer sincèrement l'Europe, tandis que je suis sûr d'avoir vu beaucoup de mauvais citoyens italiens (ceux qui pensent au bien public uniquement pour en retirer des avantages particuliers, ou qui n'y pensent pas du tout) être également de mauvais citoyens européens.

Au-delà de la théorie, l'histoire nous offre aussi de solides arguments pour soutenir qu'un véritable patriote est déjà, en vertu de son patriotisme, un bon citoyen d'Europe et du monde. Tous nos meilleurs patriotes, de Mazzini à Rosselli, à Croce, étaient en fait également de fervents européistes. « Notre patrie, écrivait par exemple Carlo Rosselli, ne se mesure pas aux frontières et aux canons, mais coïncide avec notre monde moral et avec la patrie de tous les hommes libres »⁵. Et dans une page de ses notes de 1934, il écrivait : « Faire l'Europe et la faire par révolution au nom d'un nouvel humanisme : c'est cela une des Idées-forces essentielles de la révolution européenne ». Il théorisait les États Unis d'Europe comme point d'arrivée de la guerre civile européenne contre le fascisme pour mettre définitivement fin aux guerres et réaliser un nouveau patriotisme qui sache enfin faire cohabiter la diversité culturelle et religieuse, non en raison de l'absence de culture et de religion, mais en raison de la présence d'une culture et d'une religion supérieure, la religion de l'humanité ou de l'homme, qui avait ses origines dans le *Risorgimento* et dans la pensée de Mazzini. « La paix européenne, ce sont des paroles à méditer avec beaucoup de sérieux, sérieusement, on ne peut plus l'obtenir sur la base de vieux concepts de nation, de patrie. Croire cependant que l'on puisse combattre un nationalisme avec un internationalisme universel est illusoire. Il faut un point de ralliement, un centre de polarisation. L'idée d'Europe, des États Unis d'Europe s'y prête. Il faut développer un patriotisme, un nationalisme européen, non dans le sens dégénéré qu'a pris cette expression. D'ailleurs, la différence des mêmes parti, langue, culture, civilité,

⁵ Fronte verso l'Italia, in *Scritti dell'esilio*, Einaudi, Torino, 1992, p. 4.

oblige à fixer une structure élastique : les États Unis d'Europe ont, dans la situation présente, la valeur d'une Idée-force et d'une Idée-force universelle »⁶.

Benedetto Croce, un des plus influents exemples du patriotisme italien, formulait dans une page surprenante de la *Storia d'Europa* l'augure et la prévision de l'Europe unie, résultat non de l'extinction de l'amour de la patrie, mais de son développement : « Pendant ce temps, déjà dans chaque partie d'Europe, on assiste à l'éclosion d'une nouvelle conscience, d'une nouvelle nationalité (parce que, comme on le sait déjà, les nations ne sont pas des données naturelles, mais des états de la conscience et des formations historiques) ; et de cette manière, il y a soixante-dix ans, un napolitain de l'ancien Régime ou un piémontais du règne subalpin se firent italiens sans renier leur être antérieur mais en l'élevant et en le résolvant dans ce nouvel être, ainsi et les français et les allemands et les italiens et tous les autres s'élevèrent en européens et leurs pensées s'orientèrent vers l'Europe et leurs cœurs battirent pour elle comme auparavant pour les plus petites patries : n'oubliez pas déjà, mais aimez mieux »⁷.

La clé de tout le raisonnement à l'appui de la supériorité du patriotisme classique sur le patriotisme constitutionnel se trouve dans le « aimez mieux », c'est-à-dire aimez avec une plus haute et plus mûre conscience morale. Ce qui compte réellement, pour la naissance d'un sentiment d'allégeance à l'Europe, c'est la manière dont les citoyens des différentes patries aiment leur patrie. S'ils aiment la liberté commune de leur peuple dans sa dimension concrète historique et culturelle, l'autre n'est pas nécessaire, et surtout il n'y a pas de raison d'affaiblir et de dépouiller ce sentiment en un plus raréfié, et plus faible patriotisme constitutionnel.

Les cultures nationales et locales sont une ressource, pas un obstacle à la citoyenneté européenne. Les citoyens européens apprennent la culture de la citoyenneté, quand ils l'apprennent au parti, au syndicat, à l'association sportive ou culturelle, ou professionnelle, au café ou au pub, à la paroisse, etc. L'apprentissage de la citoyenneté survient toujours, lorsqu'elle survient, dans des contextes locaux, particuliers, culturellement denses et significatifs. Une fois apprise dans les contextes locaux, la citoyenneté peut facilement être transposée dans le contexte européen sans besoin d'ajouter des principes abstraits et

⁶ Voir Corrado Malandrino, *L'idea di Europa e il federalismo di Carlo Rosselli*, rapport présenté au congrès *Repubblicanesimo, Democrazia, Socialismo della libertà*, organisé à Ravenne le 27 et 28 octobre 2002 par la Coopérative Pensiero e Azione.

⁷ Benedetto Croce, *Storia d'Europa nel secolo decimonono*, a cura di Giuseppe Galasso, Adelphi, Milano, 1991, pp. 435-436

universalistes. Mais sans l'apprentissage dans ces contextes particuliers, on n'apprend aucune culture de la citoyenneté. Si, par pure conjoncture, l'Europe devenait culturellement homogène, elle pourrait aussi devenir politiquement unie mais elle ne deviendrait jamais une Europe des citoyens, si par cette expression l'on entend, comme il me semble raisonnable, une Europe habitée par des hommes et des femmes qui veulent et savent vivre en tant que citoyens, au-delà du fait de posséder des droits politiques.

La citoyenneté a toujours revêtu diverses couleurs nationales et locales, elle se nourrit de mémoires multiples, elle tire son inspiration et son moteur des paroles de divers prophètes nationaux, elle est célébrée de manière différente et à des jours différents dans différents pays. Pour rester vivante, elle doit rester ainsi. Le sentiment d'appartenance dont a besoin l'Europe ne doit donc pas être construit en ajoutant des principes universalistes aux cultures nationales singulières, ni en dispersant les cultures nationales dans un récipient culturel commun européen (lequel, d'ailleurs ?), mais seulement en renforçant les nombreuses et diverses traditions civiques. Si en Allemagne, en Pologne, au Danemark il y avait beaucoup de personnes — surtout dans les élites politiques et culturelles — qui savaient aimer de manière juste la liberté de leur patrie, alors il y aurait une patrie européenne et des citoyens qui auraient de justes motivations intérieures. S'il n'y a pas, aujourd'hui ou demain, de tels citoyens ainsi, alors l'Europe restera un lointain idéal et de pâles concepts comme le patriotisme constitutionnel ne seront d'aucune aide pour nous.